



Le repli de la plupart des économies d'Outre-mer semble interrompu au troisième trimestre 2009

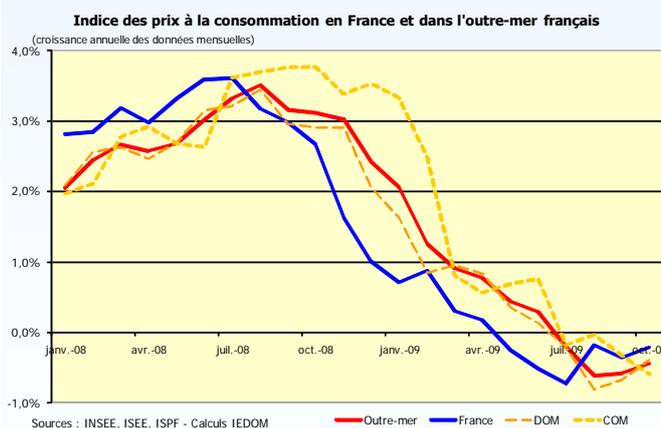
Dans la plupart des économies ultramarines, des signes de redressement sont perceptibles au cours du troisième trimestre 2009. Tout en restant à un niveau très faible, le climat des affaires s'est légèrement amélioré, excepté à la Guadeloupe qui reste pénalisée par la persistance de tensions sociales. Touchée par la forte hausse du chômage, la consommation des ménages est restée atone en dépit de la baisse des prix. L'investissement est resté pénalisé par des anticipations incertaines sur l'évolution économique, mais également sur l'évolution statutaire s'agissant de la Martinique et de la Guyane. Au niveau sectoriel, le BTP n'a pas encore été relancé malgré des projets importants dans certaines géographies et la légère progression de la fréquentation touristique dans la plupart de ces territoires est insuffisante pour relancer l'activité hôtelière ; le nickel en Nouvelle-Calédonie semble se redresser en lien avec la reprise mondiale.

Les prix baissent sur un an sauf en Guyane, à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie

Les prix continuent à suivre avec retard les évolutions de ceux de la France entière : après avoir fortement ralenti depuis la deuxième moitié de l'année 2008, le glissement annuel moyen des prix à la consommation en outre-mer s'est inscrit en baisse au cours du troisième trimestre 2009. La baisse des prix de l'énergie sur un an explique en grande partie cette évolution. En octobre, le glissement annuel moyen des prix outre-mer s'établit à -0,4 % contre -0,2 % pour la France entière.

Si cette tendance à la baisse est observée dans l'ensemble des géographies, les niveaux sont cependant assez différents : la Polynésie française enregistre le plus fort recul (-1,3 %), suivi de la Martinique (-0,8 %) et de la Guyane (-0,5 %) ; les prix sont pratiquement stables sur un an à la Guadeloupe (-0,3 %), à La Réunion (-0,2 %) et en Nouvelle-Calédonie (0,0 %) ; à Mayotte, ils progressent encore de 1,3 % mais sont en fort ralentissement puisque la hausse était de 5,9 % un an auparavant.

A l'instar de l'évolution observée pour la France entière, mais toujours avec un léger décalage, on observe un léger mouvement de reprise de la hausse sur la fin de période, entraînée essentiellement par le renchérissement des produits pétroliers.



Une dégradation du marché de l'emploi dans l'Outre-mer qui reste inférieure à celle enregistrée dans l'Hexagone mais s'applique à des taux de chômage structurellement plus élevés

La dégradation du marché du travail initiée depuis la mi-2008 s'est poursuivie dans toutes les économies ultramarines, mais à des rythmes nettement inférieurs à ceux de l'Hexagone. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A était de 35,2 % sur un an à fin septembre en métropole (soit près de 10 points de plus qu'en juillet 2009), contre 15,2 % en moyenne dans les DOM (soit seulement 1,5 point de plus qu'au mois de juillet).

La Guadeloupe, la Martinique et la Guyane enregistrent des hausses de l'ordre de 10 % (avec un accroissement du très rapide à la Guadeloupe qui passe de +5,7 % sur un an en juin à +10,5 % en septembre). A La Réunion, l'augmentation est très élevée (autour de 21 %) mais ne s'est pas accélérée sur le trimestre.

En Polynésie française, l'emploi a continué de se détériorer, avec une perte de plus de 3 300 emplois salariés sur un an au mois de juin, succédant à une destruction de 2 700 emplois au mois de mars 2009. Les secteurs les plus touchés ont été le BTP et l'hôtellerie, mais également la pêche et la perliculture, les deux principaux secteurs d'exportation du Pays.

En Nouvelle-Calédonie, le rythme de progression du nombre de demandeurs d'emploi a sensiblement ralenti au troisième trimestre 2009, passant de 9,3 % en juin 2009 à 2,5 % en septembre 2009. L'emploi salarié a progressé au rythme modéré de 0,9 % sur un an à fin septembre, après 2,1 % au second trimestre 2009.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois catégorie A

	sept-09	Variation sur 12 mois
Guadeloupe	51	10,5%
Martinique	40	9,9%
Guyane	15	10,6%
Réunion	98	21,1%
DOM	204	15,2%
Saint-Pierre et Miquelon	0,16	9,3%
Nouvelle-Calédonie	6	2,5%
France métropolitaine	2 807	35,2%

Source : DARES, IDCN - Données en milliers

IEDOM

Guadeloupe : aucun signe de redressement

Après un début d'année marqué par la baisse brutale de l'activité due au conflit social, suivie d'une légère reprise technique, le troisième trimestre confirme la mauvaise orientation de l'économie guadeloupéenne. La quasi-totalité des indicateurs économiques sont en berne. La consommation des ménages subit la dégradation du marché de l'emploi et a poursuivi sa décélération amorcée depuis 2008, malgré le rattrapage au deuxième trimestre de la consommation perdue en début d'année. Les ventes de véhicules de tourisme neufs ont reculé de 3,5 % par rapport à 2008, les importations de biens de consommation courante et de produits agroalimentaires ont également diminué, tant par rapport au deuxième trimestre (respectivement -6,6 % et -9,7 %) que sur un an (-4,4 % et 9,5 %). L'investissement des entreprises s'est inscrit en net recul, faute de perspectives de redressement de l'économie. Les importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires ont fortement diminué sur un an (respectivement -22,3 % et -13,5 %), comme les ventes de véhicules utilitaires neufs (-42,7 % sur le trimestre et -19,1 % en glissement annuel).

Presque tous les secteurs ont affiché une dégradation de leur solde d'opinion relatif à leur activité. Le commerce a été le plus impacté par la morosité de l'économie. L'annonce du retrait du groupe Cora (2 500 salariés aux Antilles) au début du quatrième trimestre témoigne des difficultés rencontrées. L'activité du BTP a de nouveau été orientée à la baisse. La consommation de ciment et les attestations du Consuel pour les logements et locaux neufs ont été en repli respectivement de -2,2 % et -17,8 % par rapport au trimestre précédent (-15,2 % et -13,6 % sur un an). Les grands travaux en cours de démarrage dans le cadre du plan de relance régional pourraient apporter un nouvel élan à ce secteur (investissements conséquents dans les bâtiments publics et les logements sociaux). Le tourisme s'est redressé au troisième trimestre, après une haute saison très touchée. La fréquentation de l'île s'est inscrite à un niveau quasi équivalent à celui enregistré au troisième trimestre 2008 mais le nombre moyen de nuitées d'hôtels a diminué de près d'un tiers sur un an et le taux d'occupation des hôtels a continué d'être en recul (-6 points sur un an). La croisière pourrait apporter un regain d'activité. Pour relancer le secteur, des actions commerciales ont été mises en place pour la haute saison touristique qui s'annonce morose. La campagne sucrière qui s'est achevée au troisième trimestre a été décevante (-12,4 % de sucre par rapport à 2008), en raison notamment du début tardif de la récolte. Les exportations de bananes, en revanche, ont retrouvé un niveau satisfaisant. Les chefs d'entreprises interrogés prévoient un quatrième trimestre plus difficile que le troisième.

Martinique : poursuite du ralentissement

La conjoncture économique s'est inscrite dans un contexte globalement peu porteur. Les retards dans la mise en place des dispositions de la LODEOM et l'incertitude autour de l'évolution institutionnelle du département ont contribué à fragiliser davantage l'économie martiniquaise.

L'indicateur du climat des affaires s'est situé au même niveau qu'au trimestre précédent, soit un niveau très en deçà de sa moyenne de longue période, reflétant les anticipations pessimistes des chefs d'entreprises. La consommation des ménages est restée timide, malgré quelques signes d'amélioration sur le troisième trimestre. Les importations de biens de consommation et les immatriculations de véhicules particuliers neufs se sont inscrites respectivement en hausse de 4,3 % et 5,1 % sur la période. Toutefois, l'indice du chiffre d'affaires de la grande distribution a marqué un repli de 3,4 % en données cvs d'un trimestre sur l'autre. Le blocage des circuits de distribution en février-mars 2009 semble encore loin d'être rattrapé. L'investissement des ménages a montré des signes d'amélioration mais le rythme d'octroi des crédits à l'habitat a été divisé par deux, avec seulement une croissance de +5,3 % sur un an. L'investissement des entreprises est marqué par l'attentisme des chefs d'entreprise, ces derniers préférant différer leurs projets. On enregistre une baisse des importations de biens d'équipement de 2,3 % sur le trimestre, un repli des encours de crédits à l'équipement et des immatriculations de véhicules utilitaires neufs par rapport au deuxième trimestre.

Concernant les évolutions sectorielles, hormis le secteur primaire, l'ensemble des secteurs sont mal orientés. Les exportations de bananes martiniquaises à destination de l'Union européenne ont progressé de 7,9 % sur le trimestre, mais avec un repli de 16 % du prix entre juin et septembre 2009. Les exportations agricoles et les activités d'abattage ont été favorablement orientées. Par contre, le BTP, secteur clé de l'économie martiniquaise, s'est dégradé une nouvelle fois et les perspectives d'activité se sont nettement dégradées pour le trimestre suivant. Dans le tourisme la situation est toujours préoccupante. Le nombre de passagers a diminué de 3,5 % en un an en septembre et le taux d'occupation des hôtels est resté faible (36 % au mois de septembre, contre 35 % un an plus tôt). Enfin les secteurs du commerce et des services aux entreprises ont continué de subir les effets d'une conjoncture économique en berne.

Guyane : des signes fragiles de reprise

Relativement aux autres DOM, la Guyane résiste mieux à la dégradation de la conjoncture économique initiée dans les DOM depuis la fin de l'année 2008. La confiance des chefs d'entreprises guyanais, estimée par l'indicateur du climat des affaires, a continué de remonter progressivement au cours du troisième trimestre, après avoir atteint un point bas au premier trimestre 2009. Néanmoins celui-ci est resté encore légèrement en deçà de sa moyenne de longue période. La consommation des ménages a repris un rythme de croissance significatif. Les recettes d'octroi de mer se sont situées à des niveaux équivalents à ceux enregistrés à fin 2008, niveaux qui sont les plus élevés sur les quatre dernières années. En outre, après avoir baissé de plus de 25 % au second trimestre 2009, les importations de biens destinés aux ménages (équipement du foyer) ont progressé de 30 % sur le troisième trimestre, signe d'un rattrapage.

L'investissement des entreprises peine à redémarrer. L'encours des crédits d'investissement a enregistré un tassement de son rythme de progression sur le trimestre (+1,2 % contre +5 % en moyenne sur les 5 derniers trimestres), mais conserve une forte dynamique sur un an (+19,6 % en juin 2009 contre +20 % en 2008). Les intentions d'investir des chefs d'entreprises interrogés dans l'enquête IEDOM sont orientés à la baisse pour le quatrième trimestre, notamment dans les secteurs du BTP, du commerce et de l'industrie, en raison d'un certain attentisme lié à l'évolution statutaire du département.

Au niveau sectoriel, l'activité dans le secteur du commerce et des services marchands s'est légèrement améliorée par rapport au second trimestre, en lien avec la reprise de la consommation des ménages. Le secteur primaire et les industries agro-alimentaires ont vu en revanche leur activité diminuer par rapport au second trimestre, en particulier pour les filières pêche (crevettes et vivaneaux) suite à la suspension durant 45 jours de l'activité, du fait de la présence trop près des terres de crevettes. Dans le bâtiment, l'activité est restée stable par rapport au second trimestre. En dépit d'un niveau de commande satisfaisant, les travaux ont accusé d'importants retards de démarrage, qui ont pu s'expliquer en partie par l'arrivée de la saison des pluies. L'activité du secteur spatial a été stable, avec 3 lancements effectués au cours du trimestre et 3 satellites envoyés. En revanche, le secteur aurifère (diminution de moitié des volumes d'or exportés sur un an) et le secteur du tourisme sont restés atones.

Saint-Pierre-et-Miquelon : légère amélioration de la conjoncture économique

La conjoncture de l'archipel s'est légèrement améliorée au troisième trimestre, dans un contexte de baisse des prix. Toutefois l'activité cumulée sur les neuf premiers mois de l'année a été inférieure à celle enregistrée en 2008. La consommation des ménages a évolué favorablement, mais la situation des entreprises a été contrastée. Les dysfonctionnements de la desserte maritime ont pénalisé de nombreux secteurs ; la réduction de la fréquentation touristique a notamment engendré un impact négatif sur l'activité du troisième trimestre des commerces et de la restauration. Par ailleurs, l'activité de la pêche artisanale s'est dégradée, principalement en raison de la fermeture prolongée de la principale usine de transformation.

La Réunion : une conjoncture moins négative

Au troisième trimestre, la dégradation de l'économie réunionnaise s'est ralentie. La perception de la conjoncture économique par les chefs d'entreprises réunionnais, mesurée au travers l'indicateur du climat des affaires, s'est améliorée pour le second trimestre consécutif, bien que cet indicateur reste en deçà de sa moyenne de longue période. L'ensemble des indicateurs statistiques ont continué de se dégrader mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent. La consommation des ménages s'est inscrite une fois de plus en recul, comme en témoigne la baisse de l'ensemble des indicateurs sur un an : les importations destinées aux ménages ont reculé de 10,7 %, la vente de véhicules de tourisme neufs de 16,6 %, et les encours des crédits à la consommation de 4,6 %.

L'investissement des ménages s'est amélioré mais est resté très en deçà de ses niveaux des années précédentes. L'investissement des entreprises, en dépit d'une amélioration par rapport au trimestre précédent, est resté lui aussi très en deçà de sa moyenne de longue période. Les indicateurs d'investissement ont continué d'être en retrait mais dans des proportions moindres qu'au second trimestre. Par rapport au troisième trimestre de 2008, les ventes de véhicules utilitaires se sont repliées de 18,3 % et les importations des biens d'équipement ont été inférieures de 11,5 %. Les encours des crédits d'investissement n'ont progressé que de 0,6 % sur un an et ont diminué relativement au second trimestre (-0,7 % entre juin et septembre).

Dans la quasi-totalité des secteurs, les situations se sont améliorées ou dégradées à un rythme moins soutenu. Les volumes d'activités demeurent cependant préoccupants. En l'absence de nouveaux grands chantiers, le courant d'affaires du secteur du BTP s'est de nouveau dégradé, bien que dans une moindre mesure qu'au trimestre précédent. Les importations de ciment ont chuté de 42,9 % par rapport au troisième trimestre de 2008. L'industrie manufacturière a suivi la même tendance que le BTP dont elle est en partie tributaire. L'activité touristique n'a pas redémarré significativement au troisième trimestre. En dépit d'une progression du nombre de passagers aériens entrant dans l'île (+12,8 % sur un an), les retombées dans le secteur de l'hôtellerie sont restées limitées. Si la fréquentation hôtelière relevée auprès des membres de l'Union des Hôtels de La Réunion, s'est légèrement améliorée par rapport au trimestre précédent (+0,9 point), elle a été inférieure à celle enregistrée à la même période de 2008 (de 0,5 point).

Mayotte : une conjoncture toujours défavorable

Après une dégradation continue de l'économie mahoraise depuis la fin de l'année 2008, le ralentissement observé à Mayotte s'est sensiblement atténué. Les prévisions sont cependant pessimistes pour le 4^e trimestre. La consommation des ménages, qui affichait déjà des signes de reprise au deuxième trimestre 2009, a été stimulée par la revalorisation du SMIG de 8 % au 1^{er} juillet et par un contexte favorable au cours du troisième trimestre (période des grands mariages, festivités du ramadan, rentrée scolaire). Elle reste cependant en baisse sur un an. L'investissement des entreprises a repris mais à un rythme encore faible et il s'inscrit en retrait sur un an. Les importations de biens d'équipement professionnel ont augmenté (+ 4 %), après une baisse importante au trimestre précédent (de 33 %) ; les ventes de véhicules utilitaires se sont fortement accrues sur le trimestre (+31 %) mais ont été en net recul sur un an.

Au niveau sectoriel, les situations demeurent préoccupantes. Seuls le BTP et les activités industrielles ont enregistré une légère amélioration de leur courant d'affaires. En dépit de la reprise de la consommation, l'activité dans le secteur du commerce a continué de s'effriter. Le tourisme a affiché un volume d'activité en baisse, et ce pour le deuxième trimestre consécutif, en dépit d'une hausse du trafic de passagers entre le 2^e et le 3^e trimestre 2009.



IEOM

Nouvelle-Calédonie : le ralentissement se confirme

L'économie calédonienne, en ralentissement depuis le premier semestre 2009, n'a pas été favorablement orientée au cours du trimestre. Si les mouvements sociaux de juillet ont été de nature à retarder la reprise, le ralentissement a concerné l'ensemble des composantes de la demande interne. La consommation des ménages, après une légère amélioration au second trimestre, s'est inscrite en recul mais la hausse du SMG prévue au 1^{er} janvier 2010 pourrait venir atténuer cette baisse. L'investissement des entreprises a de nouveau été en repli (baisse des importations de biens d'équipement et des véhicules utilitaires, respectivement de 22,5 % et 30,2 %), signe des incertitudes des chefs d'entreprises sur l'évolution à court terme de la conjoncture. Au niveau sectoriel, les secteurs du commerce, du BTP, la mine, la métallurgie et les industries diverses font état d'une certaine stabilité de l'activité alors que le tourisme, les services et les industries agro-alimentaires ont affiché des activités en baisse sur le trimestre. Le secteur du nickel a bénéficié d'une reprise des cours liée au redressement de l'économie mondiale, avec un pic en octobre à 8,84 USD/Lb après 6 USD/Lb au second trimestre, mais les cours ont été depuis orientés de nouveau à la baisse. L'activité minière a été stimulée à l'export, malgré une baisse de la production, par la reprise des commandes du principal acheteur de minerai calédonien et la montée en puissance de l'usine Posco en Corée du Sud. L'activité métallurgique a été en progression, la production et les exportations de métal ont augmenté. L'activité du BTP s'est redressée après plusieurs trimestres de ralentissement, les différents projets en cours contribuant toujours à la soutenir. Dans la construction, les affaires ont de nouveau été dynamiques, soutenues par des opérations de logements sociaux et de promotion immobilière privée. Cette orientation positive pourrait perdurer. La fréquentation touristique de l'île continue à mieux résister, mais la modification de la structure de la clientèle (plus de métropolitains et moins de clientèles asiatique, australienne et néo-zélandaise) a impacté négativement le secteur de l'hôtellerie.

Polynésie française : l'économie peine à retrouver le chemin de la croissance

Même si on note un arrêt de la dégradation de l'activité depuis deux trimestres, celle-ci continue de se situer bien en deçà de sa moyenne de longue période et cette inversion ne permet pas de conclure à une reprise durable. Les moteurs traditionnels de l'économie polynésienne n'ont pas encore redémarré. La consommation des ménages est restée en panne, affectée par la détérioration continue du marché de l'emploi et la montée des tensions de trésorerie.

Les importations de biens de consommation et les immatriculations de véhicules neufs ont diminué respectivement de 14 % et 25 % sur un an. L'encours des crédits à la consommation s'est inscrit en repli pour la première fois depuis 2006. L'investissement a évolué en demi teinte. Si les investissements des collectivités locales et des ménages se sont maintenus, grâce notamment à la reconduction des dispositifs de bonification de taux des prêts à l'habitat, l'investissement des entreprises a continué de s'inscrire en retrait (baisse de 11 % sur un an des importations de biens d'équipement) et les intentions d'investir demeurent mal orientées. Pour l'ensemble des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de l'IEOM, la tendance à la baisse des prix de vente et l'accumulation des retards de paiement ont contribué à fragiliser leurs situations de trésorerie. Mais leurs charges d'exploitation ont été relativement maîtrisées, en raison notamment de la compression de personnel initiée depuis plus d'un an. Le secteur primaire a affiché quelques résultats satisfaisants sur les marchés extérieurs, mais les volumes restent modestes et ne permettent pas d'enrayer les difficultés. Les résultats de l'industrie sont en demi teinte, meilleurs dans la branche agroalimentaire. L'activité a cessé de se dégrader dans le BTP, surtout dans la branche des travaux publics grâce à une progression des dépenses liquidées par l'Aviation Civile et la Direction de l'équipement. En revanche, la branche du bâtiment souffre d'un manque de visibilité sur l'évolution du courant d'affaires. Le secteur du commerce, pénalisé par une consommation des ménages déprimée, a continué d'enregistrer un chiffre d'affaires en berne. Les performances dans le tourisme s'inscrivent toujours bien en deçà de sa zone géographique : les arrivées de touristes internationaux ont encore diminué sur un an de 7,8 % en juillet dans l'Océanie contre -12 % en Polynésie française. On enregistre un déficit de 8 000 touristes par rapport au troisième trimestre 2008 dû aux touristes européens, français et américains.

Wallis-et-Futuna : le ralentissement se poursuit

L'activité du Territoire a poursuivi son ralentissement. La demande des ménages wallisiens a enregistré un troisième trimestre consécutif de baisse : les importations de biens de consommation et les ventes de véhicules de tourisme ont été en recul, les crédits à l'habitat ont continué leur tendance baissière. A la différence du second trimestre, l'investissement des entreprises s'est à son tour replié, faute de projets d'investissements.

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr et de l'IEOM : www.ieom.fr

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :
IEDOM-IEOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 15 décembre 2009 - Dépôt légal : décembre 2009 - ISSN 1775-0628